

<http://www.acrimed.org/Reforme-de-la-SNCF-4-les-matinales-radio-a-l>



Réforme de la SNCF (4) : les matinales radio à l'unisson contre la grève

- L'information - Société - Les médias et les mobilisations sociales -



Date de mise en ligne : mercredi 7 mars 2018

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Nous poursuivons notre série sur la réforme de la SNCF [1] avec un tour d'horizon des interviews des syndicalistes dans les matinales des grandes radios. Le constat est unanime : de France Inter à Europe 1 en passant par RTL, la sympathie des éditocrates à l'égard de la « réforme » - quelle qu'en soit la forme - n'a d'égal que leur hostilité envers les mobilisations sociales...

Vendredi 16 février, la matinale de France Inter accueille successivement deux invités : Jean-Cyril Spinetta, l'auteur du rapport sur la réforme de la SNCF (et ancien PDG d'Air France) ; puis Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT. Deux interviews qui frappent par leur différence de ton : mielleux pour la première, fielleux pour la seconde.

Jean-Cyril Spinetta a toute latitude de présenter son rapport sans être à aucun moment mis en difficulté par la pugnacité des questions d'Ali Baddou (« *Les cheminots ont-ils trop de droits ?* » ; « *Est-ce qu'on peut réformer sans les syndicats ?* »). L'ancien PDG d'Air France n'est pas interrogé, par exemple, sur les problèmes posés par la privatisation du rail britannique.

À l'inverse, Philippe Martinez a droit au [traitement traditionnel réservé aux syndicalistes](#) par temps de mouvements sociaux dans les grands médias. Face à lui, Nicolas Demorand fait la démonstration de son professionnalisme, dans une interview pleine de bienveillance. En témoignent ces quelques morceaux choisis :

- Vous allez **bloquer la France** ? Vous allez **bloquer la France** ? [...] Donc vous allez **bloquer la France**.
- La SNCF c'est l'un des derniers bastions de la CGT, où les grèves sont visibles puisqu'il n'y a plus de trains, alors est-ce que vous allez **bloquer la France** ?
- Vous êtes beaucoup plus langue de bois que le patron de la CGT cheminots...
- C'est une information ou c'est juste un écran de fumée qu'on balance pour tendre le rapport de force ?
- Vous avez perdu, et je ne veux pas vous faire injure Philippe Martinez, toutes les batailles depuis qu'Emmanuel Macron est au pouvoir, **le rapport de force vous est défavorable et le restera, non, pour la SNCF ?**

L'extrait ci-dessous, épinglé par [« Là-bas si j'y suis »](#), rend compte du ton pour le moins désobligeant de l'animateur :

On imagine mal Nicolas Demorand, sur le ton du sarcasme ou du mépris, accuser Jean-Cyril Spinetta « *d'être langue de bois* » de « *lancer un écran de fumée pour tendre le rapport de force* » ou encore de « *bloquer* » la France en formulant des propositions radicales pour « réformer » la SNCF.

Quoi qu'il en soit, la différence de ton entre l'interview de Jean-Cyril Spinetta et celle de Philippe Martinez saute aux yeux : le premier est invité avec déférence à *expliquer* ses propositions ; le second, est sommé sans ménagement de *s'expliquer* sur ses velléités de mobilisation.

Cohen-Demorand, bonnet blanc, blanc bonnet

Maltraité sur France Inter, Philippe Martinez ne va pas connaître un sort bien différent sur Europe 1, où il est [interviewé par Patrick Cohen](#), le 20 février. Ça commence très fort : « *Question simple : est-ce qu'il y aura des trains au printemps ? [...] Et des trains qui roulent ?* »

C'est sans doute par goût du clin d'oeil à son ancienne collègue, Léa Salamé, que Patrick Cohen ose une telle entame. On se rappelle en effet l'entrée en matière de celle qui, désormais aux côtés de Nicolas Demorand dans la matinale d'Inter, s'adressait en ces termes à Philippe Martinez au moment des mobilisations contre la Loi Travail : « *Quel est l'objectif Monsieur Martinez ? Plonger la France dans le noir ?* » [2]

Et ce n'est qu'un début :

- Qu'est-ce qui vous fait horreur dans le rapport Spinetta qui, je le rappelle, préconise le maintien du statut des cheminots en place et **qui ne prive a priori personne d'aucun droit**, Philippe Martinez ? »

- Il faut garder le statut ***ad vitam aeternam*** Philippe Martinez ? En Allemagne les cheminots ont perdu le statut et ils sont mieux payés que les Français !

- Vous êtes donc d'accord avec le constat du rapport Spinetta qui dit que c'est un système qui ne marche pas bien et deuxième partie du constat : **est-ce qu'on peut continuer comme ça** avec une SNCF qui fait chaque année 24 milliards de dépenses, 10 milliards de recettes seulement, qui fabrique 3 milliards de dette par an, et qui reçoit 10 milliards de subventions publiques. Comment vous financez cela Philippe Martinez ?
[P. M : Un service public doit être financé par l'État] Donc par le contribuable ?

- Donc ce que vous préconisez, **c'est que le contribuable paie encore davantage pour le fonctionnement de la SNCF ?**

Il semble que poser des questions chargées tantôt de lourds sous-entendus négatifs, tantôt de partis pris assumés contre l'interviewé, fasse partie du traitement de faveur des matinaliers envers les syndicalistes... À ce titre, Europe 1 et France Inter : même combat. Rien de surprenant à cela, si l'on considère les parcours des deux « maîtres de cérémonie » des matinales d'Inter et Europe 1.

Après un bref passage par Europe 1, et un long séjour à la direction de *Libération*, Nicolas Demorand est revenu depuis septembre 2017 aux commandes de la matinale d'Inter (qu'il occupait déjà de 2006 à 2010) à la place de... Patrick Cohen, qui officie désormais dans la matinale d'Europe 1. Interchangeables au micro - comme tant d'autres vedettes du « mercato » des grands médias - les animateurs le sont aussi lorsqu'il s'agit de discréditer les représentants syndicaux.

RMC et RTL à l'unisson

Et sur les plateaux des autres matinales ? C'est le même son de cloche, ou presque. Le matin du 27 février sur RMC, Apolline de Malherbe reçoit dans un premier temps [Philippe Martinez](#), puis [Elisabeth Borne](#), ministre des transports. Cette fois-ci, à la différence de la matinale d'Inter, pas de complaisance à géométrie variable entre les deux interviews : l'animatrice ne ménage aucun des deux invités. Mais c'est leur temps de parole qui est inégal : la ministre a eu l'occasion de s'expliquer pendant 18 minutes, contre 8 minutes pour Philippe Martinez.

Ce dernier se verra par ailleurs interrogé selon les « canons » et les thèmes favoris de l'éditocratie. Après un début d'entretien plutôt cordial, Apolline de Malherbe en vient à la question du statut des cheminots :

- Édouard Philippe disait hier « *Le monde change, la SNCF doit changer aussi* ». Ce statut de cheminot a été créé il y a très longtemps, les conditions ont changé... **Est-ce qu'il est encore justifié ?**

Une question sur laquelle l'animatrice semble avoir sa propre opinion. Visiblement pas convaincue par les réponses de son interlocuteur, elle le relance plusieurs fois :

- D'accord, mais **en quoi est-ce qu'il est justifié ?**
- Je vous repose ma question, **est-ce qu'il est encore justifié aujourd'hui ?**
- Est-ce qu'il ne faudrait pas **le faire évoluer au minimum** ce statut des cheminots ?

Apolline de Malherbe ne cherche pas à savoir ce qui justifie un statut spécifique pour les cheminots, mais laisse entendre qu'il est injustifié... Quant à savoir ce qui peut bien « justifier » que les journalistes et éditorialistes qui mènent les entretiens des grandes « matinales » radiophoniques prennent systématiquement le parti du Premier ministre et de la réforme qu'il porte, face aux syndicalistes qui la contestent, c'est une question qu'Apolline de Malherbe ne se pose visiblement pas...

La fin de l'entretien est à l'avenant, avec un appel à peine voilé à la démobilisation syndicale :

- **L'opinion publique n'est pas avec vous.** Quand on regarde les derniers sondages, celui commandé par RMC auprès d'Harris Interactive, qui montre que 7 français sur 10 - 7 sondés sur 10 - disent qu'il faut de toute façon mettre fin au statut des cheminots [3].

Et l'animatrice de conclure par une question sans équivoque :

- Est-ce que vous n'allez pas **vous mettre cette opinion, qui déjà soutient le gouvernement dans cette réforme, contre vous, en bloquant le pays ?**

Fermez le ban : « l'opinion publique » (et Apolline de Malherbe) ont parlé !

Concluons ce tour d'horizon des matinales radio avec Yves Calvi. Le 28 février sur RTL, le journaliste reçoit Véronique Descaq, secrétaire adjointe de la CFDT, pour un entretien au titre évocateur : « *Les Français sont-ils prêts à supporter un mois de grève ?* » Visiblement, les velléités de mobilisation de la centrale syndicale posent question à Yves Calvi, bien décidé à endosser, un à un, les pires rôles de l'éditocrate :

- Procureur moraliste : « *Vous vous êtes alignés sur le calendrier de la CGT cheminots, vous le faites sans état d'âme ?* »

- Prophète de la démobilité : « *Toutes les grandes mobilisations depuis qu'Emmanuel Macron est président ont été globalement un échec syndical* »

- Négociateur engagé : « *Je vous suggère l'idée : si le gouvernement retire le principe des ordonnances, est-ce que vous accompagnez la réforme ?* »

Suggérons à notre tour une petite idée à Yves Calvi : dans les pas de son confrère Bruno-Roger Petit, téléporté du magazine *Challenges* à l'Élysée (en tant que porte-parole) [4], Yves Calvi serait bien avisé de postuler comme conseiller en « dialogue social » auprès du gouvernement !

Tout à leur course à l'audimat, les matinaliers s'arrachent les interviews des « grands acteurs » de la réforme du rail. Ces entretiens jouent le rôle de produit d'appel pour les grandes radios, et sont des pièces de choix servant à cadrer le débat médiatique [5]. La concurrence entre les matinales est pourtant loin d'être synonyme de pluralisme d'opinions, encore moins de diversité d'approches. Les interviews des responsables syndicaux, par temps de mobilisations sociales, en témoignent. Sur toutes les chaînes, et quel que soit l'animateur, les mêmes mécanismes sont à l'oeuvre : rudesse à géométrie variable, questions orientées, déséquilibre du temps de parole, appels à la démobilité... Des interviews qui ressemblent parfois moins à des entretiens qu'à des interrogatoires en bonne et due forme.

Frédéric Lemaire et Pauline Perrenot

[1] Voir les précédents articles : « [Réforme de la SNCF \(1\) : premiers tirs de barrage médiatiques](#) », « [Réforme de la SNCF \(2\) : débats télévisés ou quets-apens pour syndicalistes ?](#) », et « [Réforme de la SNCF \(3\) : quand les « Grandes Gueules » s'en mêlent](#) ».

[2] Relire les extraits d'interrogatoires médiatiques pendant les mobilisations contre la Loi Travail dans [notre article « Tribunaux médiatiques pour syndicalistes "radicalisés" »](#).

[3] Nous reviendrons dans un prochain article sur les méthodologies pour le moins discutables des sondages publiés depuis la parution du rapport Spinetta, dont celui évoqué par Apolline de Malherbe.

[4] Comme le rappelle, notamment, [cet article de Libération](#).

[5] Voir à ce sujet [notre article L'entretien audiovisuel : information ou spectacle ?](#)